

BRÈVES ÉCONOMIQUES

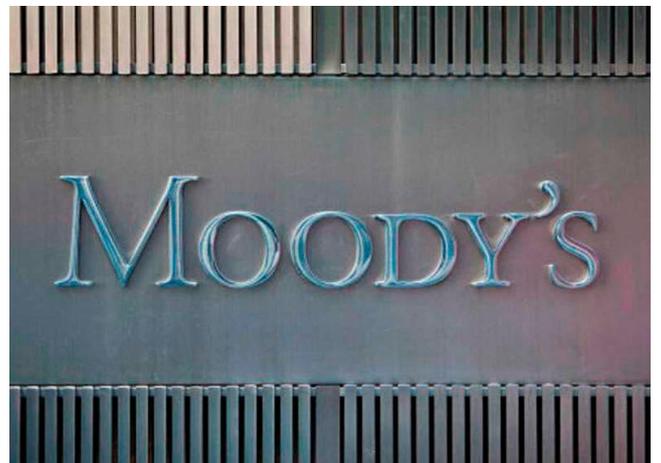
Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 4 juillet 2024

Zoom sur : Moody's abaisse ses perspectives pour la Colombie, qui passent de « stables » à « négatives ».

En termes de réputation de crédit, en 2024, les principales agences de crédit Fitch Ratings, Moody's et S&P ont abaissé leurs perspectives pour la note créditrice souveraine du pays de respectivement « stable », « négative » et « négative ». En outre, ces évaluations pourraient entraîner une dégradation prochaine de la note créditrice du souverain, pénalisant l'investissement.

Le 27 juin dernier, malgré le maintien de la note créditrice de la Colombie à Baa2 (c'est-à-dire l'avant-dernier cran *Investment grade*), l'agence de notation Moody's a annoncé revoir à la baisse ses perspectives sur la note souveraine de la Colombie. L'agence a indiqué que les difficultés rencontrées pour respecter la règle budgétaire, la faible croissance économique (0,6 % en 2023 ; 1,4 % estimé en 2024), la baisse du niveau d'investissement (-8,3 % en 2023 et -5,2 % au T1 2024) ainsi que la hausse du service de la dette sont les principaux facteurs de cette décision, impactant la croissance économique à court terme.



Moody's encourage le gouvernement à poursuivre ses efforts pour réduire les dépenses publiques et se conformer à la règle budgétaire. De surcroît, l'agence recommande une augmentation du prix des carburant à travers une baisse des subventions.

Les perspectives des notes créditrices des principales institutions financières du pays : Bancolombia, Banco Davivienda, Banco de Bogota et BBVA Colombia sont passées de stables à négatives. Les perspectives budgétaires pour les principales Municipalités de Colombie tel que Medellin (négative), Bogota (négative) et Barranquilla (stable) ont également été révisées à la baisse.

Bolivie

Le gouvernement maintient le taux de change officiel malgré un taux de change parallèle supérieur de 30 %.

Le président de la Banque centrale (BCB), Edwin Rojas, a déclaré que régime de taux de change fixe vis-à-vis du Dollar Etasunien (USD) à 6,96 Bolivianos (BOB), en place depuis fin 2011, sera maintenu. Cette annonce a été faite en réponse aux prédictions de plusieurs analystes boliviens et internationaux qui préconisent un amendement au régime de taux de change fixe en raison de la gravité de la situation économique et du fait que, sur le marché parallèle, le taux de change est *de facto* déprécié de 30 %, à environ 10 BOB/USD. Le fonctionnaire a reconnu que des situations telles que les évènements militaires du 26 juin et le fait que le parlement n'a toujours pas approuvé des prêts à l'Etat (pour 900 M USD), affectent la planification macroéconomique. Par ailleurs, la banque d'investissement internationale BancTrust & Co. a affirmé que l'instabilité politique accrue depuis les évènements du 26 juin et la faiblesse du gouvernement risquent de rendre difficile l'accès à d'autres sources de financement en devises, tant pour les secteurs public que privé, ce qui pourrait aggraver la crise de change à laquelle le pays est actuellement confronté.

La Bolivie va investir 344 M USD dans l'intégration électrique de la région.

La Bolivie prévoit d'investir au moins 344 M USD dans l'intégration électrique régionale avec les pays voisins et de fournir de l'énergie aux localités frontalières. Le pays dispose d'une capacité de production d'électricité de 3 600 mégawatts (MW), dont 1 650 MW sont destinés au marché intérieur. Pour l'interconnexion avec le Brésil, deux projets sont prévus dans les départements de Pando et Santa Cruz. Le premier projet, totalisant 125,3 M USD pour une capacité de transfert d'énergie électrique 52,5 MW, est attendu pour 2025. Le second projet, encore en d'étude, vise une capacité de transfert

allant jusqu'à 1 000 MW, et devrait être achevé d'ici 2030. Concernant le Paraguay, l'interconnexion des régions frontalières prévoit un investissement d'environ 219 M USD. Avec le Pérou, la signature d'un contrat devrait fournir de l'énergie à deux villages ruraux situés à proximité du département de La Paz. Pour la mise en œuvre de ce projet, 111 000 USD ont été investis. Selon les données de l'Institut National Statistiques (INE), entre mars 2023 et février 2024, la Bolivie a généré des revenus de 7,6 M USD grâce à l'exportation d'électricité vers l'Argentine.

Colombie

Le 28 juin dernier, le CA de la Banque centrale réduisait son taux directeur de 50 pb (à 11,25 %).

Parmi les six membres du conseil, quatre ont voté en faveur de cette baisse et deux pour une réduction à un rythme plus rapide (75 pb). La BC poursuit la diminution de son taux d'intérêt directeur pour la cinquième fois consécutive, malgré la stabilisation de l'inflation en mai (à 7,16 % g.a.). Cette décision a été motivée par l'importance des taux d'intérêts réels¹ qui octroient une marge de manœuvre au conseil d'administration de la BC. En effet, malgré cette baisse, les taux réels estimés restent à un niveau élevé (6,5 %).

Le gouvernement envisagerait de diriger une partie des crédits des banques colombiennes, financés par un faible pourcentage de l'épargne nationale, vers certains secteurs.

Le gouvernement pourrait ainsi diriger des financements vers l'agriculture, le tourisme et le logement. Néanmoins, les experts restent critiques. Pour eux, cette mesure risquerait de restreindre la disponibilité des financements destinés à d'autres secteurs. De plus, la baisse du financement disponible augmenterait les taux d'intérêts. Les petites et moyennes entreprises seraient les plus impactées face à cette mesure.

¹ Différence entre le taux d'intérêt nominal et le taux d'inflation.

L'ANIF (centre d'études économiques) a indiqué que les réformes fiscales postpandémiques de 2021 et 2022 n'ont pas permis d'alléger le déficit budgétaire.

Dans son dernier rapport hebdomadaire sur l'économie colombienne, l'ANIF a indiqué que ces réformes ont permis de récolter 13,2 Md USD supplémentaires au cours de la période 2023 - 2024. Néanmoins il est difficile d'identifier les programmes ou mesures financés par ces recettes. Les dépenses publiques ont atteint 23,1 % du PIB en 2023 et 22,8 % en 2024, contre les 19 % initialement projetés avant la pandémie pour ces années. Les subventions aux carburants (11,9 Md USD) ainsi que le service de la dette (9,5 Md USD) sont celles qui ont le plus contribué à cette augmentation. Ainsi, celles-ci pourraient avoir absorbé les recettes supplémentaires dégagées par les deux réformes fiscales. Le centre d'études économiques recommande la fin des subventions au diesel et l'allègement des impôts sur les petites et moyennes entreprises. L'objectif serait de réduire la prime de risque du pays afin de diminuer le *spread*, et donc *in fine* le service de la dette. Une nouvelle réforme fiscale est envisagée pour le second semestre de 2024, visant à alléger l'impôt sur les sociétés.

Les négociations sur l'augmentation du prix du diesel avec les syndicats reprendront le 16 juillet.

Les Ministères des finances, des mines et de l'énergie ainsi que les syndicats des transporteurs avaient interrompu leurs discussions mi-février 2024. Celles-ci ont été relancées par les récentes déclarations concernant le déficit budgétaire (5,1 % du PIB estimé en 2025) et le poids des subventions au diesel dans le budget de l'Etat. Les transporteurs ont signalé qu'une augmentation du prix du diesel pourrait impacter l'inflation à la hausse. En outre, les négociations porteront sur le mode de fixation des prix des carburants.

Sur la période 2023 - 2024, une enquête révèle que 77 % des Colombiens indiquent considérer que l'efficacité du système de santé s'est détériorée.

Cette enquête, publiée le 1^{er} juillet 2024 a été réalisée sur un échantillon de 3 400 personnes par le « Grupo de Acuerdos Fundamentales en

el Sector Salud » (composé d'établissements académiques de santé et d'associations). Le principal facteur de détérioration du système de santé identifié est le manque de gouvernance (46 %), suivis par le manque de ressources financières (46 %). Les responsables identifiés par les individus enquêtés seraient le gouvernement (à 56%), suivis par les EPS (*Entidades Promotoras de Salud*, à 37%). Le nombre de réclamations déposées par les bénéficiaires au mois d'avril 2024 était de 29 % supérieur au mois de mars 2024 (de 119 000 à 154 000). En parallèle, une étude publiée par les entreprises Guarumo et EcoAnalítica indiquait que l'accès à la santé était la principale préoccupation des Colombiens en 2024 (25 %), après l'insécurité (18 %).

Les transferts de fonds des migrants (remesas) devraient représenter 3 % du PIB en 2024, soit 11 Md USD.

En mai 2024, leur montant a atteint un niveau historique de 960 M USD selon la Banque centrale. Le cumul de janvier à mai 2024 (4,6 Mds USD) est 13 % supérieur à celui de la même période en 2023. Celles-ci permettent de soutenir la demande intérieure à travers la consommation. En effet, un ménage sur cinq verrait sa consommation soutenue par ces transferts selon Banco de Bogota.

Equateur

L'Etat émet 3 Md USD sur le marché local.

La Banque de la Sécurité Sociale (BIESS) a annoncé l'achat de titres souverains émis pour l'équivalents à 3 Md USD. En 2023, la sécurité sociale avait déjà acheté des titres souverains pour 2,3 Md USD, ce qui la place comme le premier créancier interne de l'Etat. Ces titres souverains ont été émis à un taux de 7,6%, alors que le taux sur les marchés internationaux, compte tenu du risque-pays, dépasserait les 20%. La dette de l'Etat à l'égard du BIESS est de 10 Md USD, soit 35 % de son portefeuille d'investissements.

Les transferts des équatoriens à l'étranger ont atteint 1,4 Md USD au T1 2024.

Les transferts des migrants équatoriens résidant à l'étranger ont atteint 1,4 Md USD au T1 2024, en augmentation de 17% g.a. Ces transferts viennent en premier lieu des Etats-Unis

(983 MUSD, soit 70 % des transferts), ce qui est le reflet de la 3^e vague d'émigration importante dans l'histoire du pays, comparable à celle de la fin de années 90 suite à la crise financière. Les transferts viennent également d'Espagne et d'Italie et ont représenté au T1 2024, 227 MUSD et 40 MUSD respectivement.

Pérou

L'inflation a atteint 2,3 % g.a. en juin 2024, contre 2 % g.a. en mai.

L'indice des prix à la consommation (IPC) a progressé de 0,12 % mensuellement, ce qui est conforme aux prévisions (0,10 %). Cette hausse a été tirée par la progression mensuelle de l'inflation sous-jacente de 0,16 % (hors prix des biens alimentaires et de l'énergie). L'inflation du mois de juin s'explique à 82 % par l'évolution des prix des biens et services divers (0,27 %), des restaurants et des hôtels (0,20 %), des transports (0,18 %) et des aliments et boissons non-alcoolisées (0,11 %). Le taux directeur fixé par la Banque Centrale (BC) est actuellement de 5,75 %. Fin 2024, Credicorp Capital (société de services financiers) estime que le taux directeur devrait se situer entre 4,5 % et 5 %. Néanmoins, la faible variation des prix en juin pourrait rendre peu probable une révision à la baisse du taux d'intérêt directeur lors de la prochaine réunion du conseil d'administration de la BC.

La Présidente Dina Boluarte rencontre son homologue chinois lors d'un déplacement officiel en Chine.

Dina Boluarte s'est réunie avec le président chinois Xi Jinping, pendant un peu plus de 45 minutes, durant sa visite d'Etat. Tous deux ont réaffirmé vouloir renforcer les liens d'amitié entre leurs deux pays. Mme Boluarte a déclaré que l'intérêt de la Chine dans des secteurs clefs de l'économie péruvienne, comme les mines, les infrastructures et l'énergie, est fondamental pour les plans de développement nationaux, tandis que les investissements en cours sont des sources d'emploi et une promesse de progrès économique. La visite d'Etat a donné lieu à la signature de nombreux accords concernant les exportations agricoles du Pérou vers la

Chine et la coopération dans le domaine des sciences et de la technologie. Des spécialistes soulignent l'importance de cette rencontre au regard de l'imminente entrée en activité du port de Chancay, opéré par la société chinoise *Cosco Shipping*, pouvant redéfinir le commerce transpacifique dans la région. Cette rencontre vise à ratifier les bonnes relations péruviennes avec la Chine, son premier partenaire commercial, et ouvre la voie aux rencontres officielles bilatérales ultérieures prévues dans le cadre de l'APEC 2024, organisé par le Pérou.

Le Pérou se classe au 5^e rang des investissements dans les énergies renouvelables en Amérique latine.

Selon l'étude d'EY, le Pérou est le cinquième pays d'Amérique latine le plus attractif pour les investissements dans les énergies renouvelables, après le Chili, le Brésil, l'Argentine et le Mexique. À l'échelle mondiale, le Pérou occupe la 40^e place du classement. Actuellement, la production d'électricité au Pérou se concentre sur les sources hydroélectriques et thermiques, ces dernières étant largement composées de gaz naturel. Il convient de mentionner qu'en mars 2024, ces deux énergies représenteront 92 % de la production du Système Electrique Interconnecté (SEIN) du Pérou. D'autre part, la production d'énergie par les ressources énergétiques renouvelables représentait 7,8 % du total, la production la plus importante provenant de l'éolien (6 %) et du solaire (1,8 %). Pour sa part, le ministère de l'énergie et des mines (Minem) dispose actuellement d'un portefeuille de 26 projets de production d'électricité à partir de ressources énergétiques renouvelables, dont 12 centrales hydroélectriques, 11 centrales photovoltaïques et trois centrales éoliennes. Ces projets seront exécutés jusqu'en 2028, avec un investissement approximatif de 5,6 Md US.

Suriname

La banque islamique de développement approuve un prêt de près de 50 M USD pour améliorer la qualité du réseau électrique.

Le 29 juin 2024, la banque islamique de développement a approuvé le financement d'un projet destiné à améliorer le réseau de distribution électrique du pays. De ce fait, 4 350 ménages supplémentaires devraient être raccordés au réseau électrique ainsi que 470 commerces, permettant un approvisionnement fiable en énergie.

Venezuela

La production pétrolière juin atteint 908 000 bpj en juin.

Selon un rapport préliminaire sur la production de PDVSA examiné par *S&P Global Commodity Insights*, la production de brut du Venezuela a augmenté pour atteindre une moyenne de 908 000 bpj en juin (+10 000 b/j vs. mai et +76 000 bpj vs. octobre 2023). La production des JV de Chevron/PDVSA produisent 197 000 bpj. Le chiffre de production de juin comprend 54 000 b/j de diluant importé et 47 000 b/j de condensats produits localement, qui sont tous deux mélangés aux bruts lourds de PDVSA. Les exportations atteignent 687 000 bpj de brut, dont 523 000 bpj de Meroy-16.

Le groupe Yildirim (Turquie) investira 750 Md USD dans une usine d'ammoniac au Venezuela.

Robert Yuksel Yildirim (PDG) a visité le Venezuela en juin dernier et s'est entretenu avec M. Maduro. A cette occasion, un accord avec Pequiven (Petroquímica de Venezuela) pour la construction de l'usine a signé. Celle-ci produira 60 000 tonnes d'ammoniac par an.

Le Venezuela entre sur la liste grise du GAFI.

Monaco entre également dans la "liste grise", rejoignant ainsi 18 autres pays qui font l'objet d'une "surveillance renforcée" en raison du risque qu'ils soient utilisés comme plateformes pour le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme ou la prolifération

d'armes de destruction massive. Le Venezuela s'est engagé auprès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à renforcer ses mécanismes de prévention et de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB prix courants (Mds USD)	Croissance du PIB (en % du PIB)		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
			2023	2024 p.			2022	Variation par rapport à 2021	
	2023	2024 e	2023	2024 p.	2024 p.	2024 p.	2022	Variation par rapport à 2021	Variation en fin de période, 2024 p.
Bolivie	12,1	49,3	2,5	1,6	-5,6	86,6	120	-2	4,8
Colombie	51,9	386,1	0,6	1,1	-3	54,4	91	-3	5,3
Equateur	18	121,6	2,3	0,1	0,9	n.a.	83	+12	1,5
Guyana	0,8	21,2	33	33,9	22,8	31,1	95	+13	3,5
Pérou	34,5	282,4	-0,6	2,5	-1,1	33	87	-3	2,4
Suriname	0,62	4,3	2,1	3	2,1	87,9	124	-25	14,2
Venezuela	29,7	102,3	-0,6	4,5	4,7	n.a.	119	+1	159,9
Argentine	45,6	604,3	-1,6	-2,8	0,9	86,2	48	-1	149,4
Brésil	204	2 331,3	2,9	2,2	-1,3	86,7	89	-2	3,79
Chili	19,6	333,77	0,2	2	-3,9	40,5	44	-2	3
Mexique	127,9	2 017	3,2	2,4	-0,7	55,5	77	+9	3,5

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique Régional de Bogota.

jacques.robin@dgtresor.gouv.fr, pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Andrés BRAGANZA, John Anderson COLORADO, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUINA, Mario DE MENECH

Abonnez-vous : jacques.robin@dgtresor.gouv.fr